

NOTRE-DAME-DES-LANDES

LA VÉRITÉ SUR LE BLACK BLOC

Apanage de la mouvance anarcho-autonome, cette technique de guérilla urbaine mise en œuvre à Nantes, lors de la manifestation anti-aéroport, est le cauchemar des forces de l'ordre

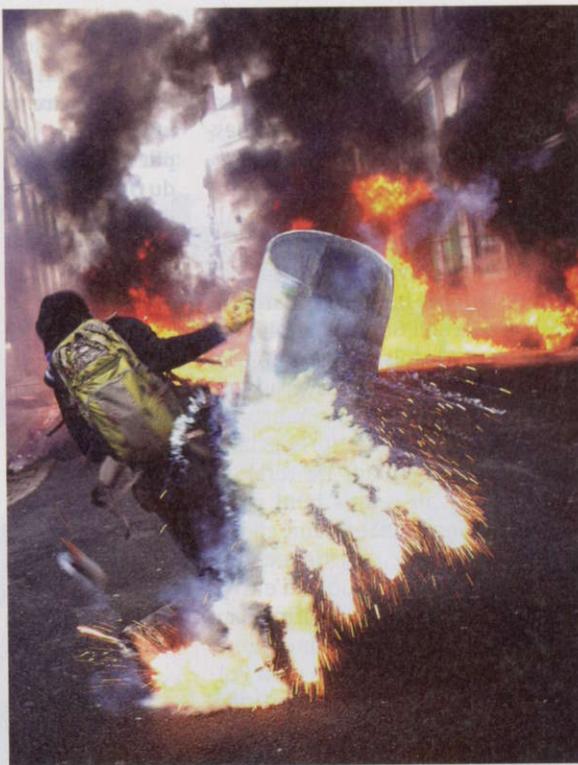
PAR OLIVIER TOSCAR

A Nantes, durant la manifestation organisée contre le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, l'« Ayrault-port », comme l'appellent ses opposants, le « Black Bloc » a frappé. Ce terme, inventé au début des années 1980 par la police allemande qui bataillait contre un vaste mouvement de contestation anarchiste dans les squats de Berlin-Ouest, ne désigne pas les casseurs eux-mêmes. Mais leur technique de guérilla urbaine, une méthode d'agitation propre à la nébuleuse anarcho-autonome. « *Le Black Bloc n'est pas un groupe. C'est une tactique* », résume Paco, un militant anarchiste revendiquant sa présence dans les rues de Nantes. Leur mode d'action consiste à saccager tout ce qui peut être assimilé dans les centres-villes à des symboles du capitalisme (agences bancaires, moyens de transport, bâtiments publics, boutiques de luxe, etc.). Des dégradations matérielles dûment théorisées dans un des opuscules de référence, publié en France pour la première fois il y a quatorze ans par StefK., une figure dijonnaise du milieu autonome, décédé en 2005. « *Il s'agit de s'attaquer frontalement aux multinationales et autres usines à fric sur le terrain qui les affecte directement, celui des intérêts économiques* », est-il écrit dans « Black Bloc, au singulier ou au pluriel ».

La violence du « bloc noir » est également dirigée vers les forces de l'ordre. Une violence verbale – « *un flic une balle, un proc une rafale* », scandaient les casseurs anti-Notre-Dame-des-Landes. Mais également des affrontements physiques, par jets de billes d'acier notamment. « *Nous nous attaquons aux objets matériels, pas aux êtres humains*, prétend Paco. Mais, précise-t-il, *un flic, qui est prêt à frapper d'autres individus simplement parce qu'il en a reçu l'ordre, perd son immunité d'être humain.* »

A Nantes, le 22 février durant la manifestation contre le projet de construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes

A Nantes, c'est vers 13 heures que, le samedi 22 février, la mécanique bien huilée des Black Blocs est entrée en action. Combien étaient-ils ? Un millier, comme l'a prétendu le ministère de l'Intérieur, ou une centaine seulement, comme le soutiennent les manifestants ? Peu importe. Visages masqués, bonnets ou cagoules sur la tête, mains gantées, jambes couvertes de protège-tibias anti-matraque et sacs à dos bourrés de vêtements de rechange de couleur vive et de bombes fumi-gènes, les casseurs, entièrement vêtus de noir, ont essaimé dans le cortège formé par plus de 20 000 manifestants pacifiques. Par petits groupes compacts, ils s'en sont donné à cœur joie. Mobilier urbain brisé, un engin de chantier et plusieurs voitures brûlées, murs tagués et grilles arrachées.



Une victoire en forme de pied de nez pour les casseurs qui se sont félicités de ce « *moment de retrouvailles et d'échange qui [leur] a permis de prendre la mesure de [leurs] forces et de [leurs] soutiens* », selon un communiqué « *intercomités de soutien à la lutte contre Notre-Dame-des-Landes* » qu'ils ont diffusé le lendemain des débordements. Une déroutante revanche pour la police, débordée par ce que Manuel Valls, le premier flic de France, qualifie d'« *exactions inadmissibles* ».

Le bilan est lourd : 129 policiers ou gendarmes blessés dont 8 suffisamment sérieusement pour être admis aux urgences et une quarantaine de manifestants atteints dans leur chair, dont l'un, victime d'un tir de Flash-Ball, a perdu un œil. « *Qui a attaqué le premier ?* » font mine de s'interroger les militants anarcho-autonomes locaux, dans « *La manif régénère* », un texte anonyme et collectif diffusé après les affrontements. « *La question n'a pas tellement de sens*, tranchent-ils, en incriminant la présence policière. *L'existence même d'un corps armé présuppose et implique un affrontement.* » Une émeute, donc. Mais éphémère. « *Avant la manif, le Black Bloc n'existe pas*, résume Paco l'anar, *après la manif, il n'existe plus.* » Pas évident dès lors de faire échec à cette armée furtive.

La police nantaise n'y est d'ailleurs pas parvenue. Tout était pourtant écrit. Il suffisait de décrypter. Quelques jours avant la manifestation anti-aéroport, un collectif d'anarchistes bretons regroupant des groupes nantais mais également vannetais, rennais ou quimpérois avait appelé à rejoindre « *un cortège anticapitaliste et anti-autoritaire* » à Nantes. « *Il s'agit*, proclamait leur communiqué posté sur Indymedia Nantes, le portail anarchiste local, *de reconstruire un rapport de forces contre le capitalisme.* »



Vêtus de noir, visages masqués, les partisans du Black Bloc, à Londres, le 26 mars 2011, lors de la grande manifestation contre l'austérité

ressemblait à un champ de bataille entre policiers casqués et autonomes masqués. Des pros du vandalisme. Le visage dissimulé pour échapper à une « police qui souffre d'un syndrome vidéomaniaque » (sic), ces jeunes militants de la destruction étaient très bien organisés. « Ils savent parfaitement se fondre dans la foule après leurs raids en changeant d'apparence physique, observe un policier qui les connaît bien. Ils parviennent ainsi à échapper aux interpellations. Seuls les suiveurs, les manifestants peu aguerris, coupables de s'être laissé entraîner par la vague des casseurs, se retrouvent devant les tribunaux. » Les guerriers du Black Bloc nantais jubilent. « C'est réjouissant d'apprendre que personne n'a été inculpé pour des dégradations », triomphaient les durs du mouvement anti-Notre-Dame-des-Landes, après les comparutions immédiates devant le tribunal de Nantes, deux jours après les violences. Aucun casseur ne figurait parmi les cinq personnes jugées.

« Les vrais coupables de ces dégradations intolérables n'ont pas été interpellés », a reconnu à l'audience la représentante du parquet.

Les dégâts sont cependant chiffrés à 1 million d'euros. Un bilan somme toute très modeste par rapport à la dernière attaque des Black Blocs sur le sol français. Cela se passait en 2009 à Strasbourg en marge du sommet de l'Otan. Cette année-là, un hôtel, une pharmacie et d'anciens locaux de la douane avaient été incendiés par 2 000 émeutiers, dont beaucoup venaient d'Allemagne. Huit ans plus tôt, lors d'un sommet du G8 à Gênes, un homme, un militant autonome, était resté sur le pavé, atteint de plein fouet par une balle tirée par la police italienne complètement débordée ce jour-là. Malgré cette issue tragique, la date reste toujours gravée dans le panthéon des Black Blocs, qui sévisent épisodiquement un peu partout dans le monde depuis trente ans, comme « un succès ». ■